

Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale portant création du Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993 notamment les articles 5, § 2 et 92bis, § 1^{er};

Vu les décrets II des 19 et 22 juillet 1993 de la Communauté française et de la Région wallonne et le décret III du 22 juillet 1993 de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment leur article 11;

Considérant qu'il convient d'assurer la liberté de choix et l'homogénéité des conditions d'accès des bénéficiaires aux institutions de services sociaux et de santé;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser une concertation qui vise à garantir une meilleure cohérence et une meilleure efficacité des politiques d'aide aux personnes et de santé transférées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Entre

La Communauté française, représentée par son Gouvernement;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement;

La Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Collège;

Il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. – Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° « Comité » : le Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé;

2° « Communauté » : la Communauté française;

3° « Région » : la Région wallonne;

4° « Commission » : la Commission communautaire française;

5° « Gouvernement communautaire » : le Gouvernement de la Communauté française;

6° « Gouvernement wallon » : le Gouvernement de la Région wallonne;

7° « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française;

8° « Ministres » : les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, les Ministres du Gouvernement wallon et les Membres du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — De la création et des missions du Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé

Art. 2. Le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège créent un Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé.

Art. 3. Le Comité a pour mission d'organiser une concertation qui vise une meilleure cohérence et une meilleure efficacité de l'ensemble des politiques d'aide aux personnes et de santé, et notamment la mise en place de conditions optimales pour l'accès des bénéficiaires aux institutions et services sociaux et de santé.

La création d'une homogénéité des conditions de travail des professionnels des secteurs concernés contribuera à la réalisation de cet objectif.

Art. 4. Le Comité donne des avis aux pouvoirs législatifs et exécutifs de la Communauté, de la Région ou de la Commission, d'initiative ou sur demande de ces pouvoirs, au sujet de la cohérence des politiques d'aide aux personnes et de santé selon les modalités fixées par le présent accord de coopération.

Art. 5. Le Comité établit chaque année un rapport d'activités. Il le transmet au Gouvernement communautaire, au Gouvernement wallon, au Collège et à leurs assemblées législatives respectives.

Le Comité organise à l'occasion de la présentation de ce rapport une table ronde entre les secteurs concernés.

CHAPITRE III. — De la composition du Comité

Art. 6. § 1^{er}. Le Comité est composé de vingt-quatre membres représentant en nombre égal :

a) les fédérations,

b) les travailleurs et professionnels du secteur,

c) les bénéficiaires.

§ 2. Le Comité ne peut comporter plus de deux tiers de membres appartenant au même sexe.

§ 3. Douze membres sont nommés par le Gouvernement wallon;

six membres sont nommés par le Collège;

six membres dont au moins deux exerçant leurs activités dans la Région de Bruxelles-Capitale, sont nommés par le Gouvernement communautaire.

Dans son choix, chaque pouvoir exécutif respecte l'équilibre fixé aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 7. Le Président est désigné de commun accord par le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège parmi les membres du Comité et sur sa proposition.

Le Comité élit, en son sein, deux Vice-Présidents.

Art. 8. Il est désigné un suppléant pour chaque membre effectif. Le membre suppléant remplace le membre effectif en cas d'absence et achève son mandat en cas de décès ou de démission. Les membres suppléants sont désignés conformément à l'article 6.

Art. 9. Les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés pour la durée de la législature.

Leur mandat est renouvelable. Il prend fin de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité en vertu de laquelle il ont été nommés.

Art. 10. Les membres d'une assemblée législative ainsi que leurs collaborateurs, les membres d'un exécutif ainsi que les membres de leurs Cabinets et les fonctionnaires et agents des administrations concernées ne peuvent pas faire partie du Comité.

Art. 11. Chaque Ministre concerné désigne un représentant qui participe aux travaux du Comité, avec voix consultative.

Art. 12. Le Comité peut faire appel en qualité d'expert à des personnalités pour leurs compétences et leur expérience dans les secteurs concernés.

Art. 13. Le Comité peut constituer en son sein des commissions restreintes en vue d'introduire les questions que le Comité est amené à examiner. Elles sont composées dans le respect de l'égalité prévue à l'article 6, § 3.

Ces commissions établissent un rapport et élaborent des projets d'avis qui sont transmis au Comité.

CHAPITRE IV. — *Du fonctionnement du Comité*

Art. 14. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement wallon, du Gouvernement communautaire et du Collège.

Ce règlement définit les modalités de fonctionnement du Comité.

Art. 15. Le Comité se réunit autant que nécessaire et au moins une fois par trimestre.

Il se réunit alternativement à Bruxelles et à Namur.

Art. 16. Le Comité est convoqué par le Président ou lorsque celui-ci est empêché par un Vice-Président. Le Président doit convoquer le Comité à la demande d'au moins 1/3 des membres. Le délai de convocation est de dix jours ouvrables. L'ordre du jour est joint à la convocation.

Art. 17. Les avis du Comité sont adoptés à la majorité absolue des voix.

Le Comité ne peut statuer que si la majorité des membres sont présents.

Des notes de minorité peuvent être annexées aux avis rendus.

Les avis demandés par les pouvoirs législatifs et exécutifs sont rendus dans les trente jours de la demande.

Dans les cas où l'urgence est motivée, le pouvoir législatif ou l'exécutif concerné peut prescrire un délai plus bref qui ne peut être inférieur à quinze jours.

Les délais visés aux alinéas 4 et 5 sont des délais de rigueur.

Art. 18. Lorsqu'un pouvoir législatif introduit ses demandes d'avis, il le fait selon les modalités en vigueur dans son assemblée pour la saisine du Conseil d'Etat.

Le Président du Comité en informe le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège.

Art. 19. Il est institué auprès du Comité un secrétariat chargé des tâches techniques et administratives.

Le secrétariat est assuré par les services du Gouvernement communautaire.

Le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège fixent les modalités de fonctionnement du secrétariat et de collaboration avec les services de la Communauté, de la Région et de la Commission.

Art. 20. Les agents qui assurent le suivi des dossiers inscrits à l'ordre du jour participent aux réunions du Comité.

Art. 21. Les Ministres concernés par l'objet d'un dossier soumis à l'avis du Comité, lui procurent, à la demande du secrétariat les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

Art. 22. Les membres du Comité bénéficient d'une indemnité de présence forfaitaire de 1 000 francs par séance à charge de l'autorité qui les a nommés.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le présent accord de coopération sera soumis à l'approbation des Conseils de la Communauté française, de la Région wallonne et de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 24. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée mais peut être dénoncé, soit de commun accord, soit par chaque partie moyennant un préavis de six mois.

Il produit ses effets le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier des décrets d'approbation.

Art. 25. Le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège sont chargés de la mise en œuvre du présent accord de coopération.

Pour le gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de l'Enfance, de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Pour le gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Pour le collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège, chargé de l'Enseignement ex-provincial, de la Formation professionnelle, des Transports scolaires, des Relations internationales et de la Cohabitation avec les Communautés locales,
E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et de la Santé,
D. GOSUIN

Le Membre du Collège chargé de la Formation des indépendants et de la politique à l'égard des personnes handicapées,
E. ANDRE

Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget,
A. HUTCHINSON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 1952

[C — 2002/27505]

25 APRIL 2002. — Decreet tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van het « Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé » (Franstalig comité voor de coördinatie van het beleid inzake bijstand aan personen en het gezondheidsbeleid) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van het « Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé », waarvan de tekst bij dit decreet gevoegd is, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Stukken van de Raad, 313 (2001-2002) nrs. 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 april 2002

Bespreking

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 april 2002

Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van het « Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé »

Gelet op de artikelen 128 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 5, § 2, en 92^{bis}, § 1;

Gelet op de decreten II van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest van 19 en 22 juli 1993 en op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11 ervan;

Overwegende dat de gerechtigden de instellingen voor sociale en gezondheidsdiensten vrij moeten kunnen kiezen en dat de voorwaarden waaronder ze er in aanmerking voor komen homogeen moeten zijn;

Overwegende dat een overlegvergadering moet worden belegd om te komen tot een grotere cohesie en efficiëntie van het beleid inzake bijstand aan personen en van het gezondheidsbeleid, beide overgedragen aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Tussen

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering;

De Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar College;

Wordt overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. In de zin van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° « Comité » : het « Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé »;

2° « Gemeenschap » : de Franse Gemeenschap;

3° « Gewest » : het Waalse Gewest;

4° « Commissie » : de Franse Gemeenschapscommissie;

5° « Gemeenschapsregering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

6° « Waalse Regering » : de Regering van het Waalse Gewest;

7° « College » : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° « Ministers » : de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Ministers van de Waalse Regering en de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — Oprichting en opdrachten van het « Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé »

Art. 2. Er wordt een « Comité francophone de coordination des politiques d'aide aux personnes et de santé » opgericht door de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College.

Art. 3. Het Comité heeft als opdracht een overlegvergadering te beleggen om te komen tot een grotere cohesie en efficiëntie van het beleid inzake bijstand aan personen en van het gezondheidsbeleid, met name tot de optimalisering van de voorwaarden waaronder de gerechtigden in aanmerking komen voor sociale instellingen en gezondheidsdiensten.

Die doelstelling kan bereikt worden als de arbeidsomstandigheden dezelfde zijn voor de beroepsmensen uit de betrokken sectoren.

Art. 4. Het Comité verleent de wetgevende en uitvoerende macht van de Gemeenschap, het Gewest of de Commissie, op eigen initiatief of op verzoek van die machten, advies i.v.m. de cohesie van het beleid inzake bijstand aan personen en van het gezondheidsbeleid. Dat gebeurt volgens de modaliteiten waarin dit samenwerkingsakkoord voorziet.

Art. 5. Het Comité maakt jaarlijks een activiteitenverslag op dat naar de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering, het College en hun respectieve wetgevende vergaderingen wordt gestuurd.

Het Comité organiseert een rondetafel tussen de betrokken sectoren naar aanleiding van de overlegging van dat verslag.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling van het Comité*

Art. 6. § 1. Het Comité is samengesteld uit vierentwintig leden. Die leden vertegenwoordigen in gelijk aantal :

- a) de federaties,
- b) de werknemers en beroepsmensen uit de sector,
- c) de gerechtigden.

§ 2. Hoogstens twee derde van de leden van het Comité mag van hetzelfde geslacht zijn.

§ 3. Twaalf leden worden benoemd door de Waalse Regering;

zes leden worden benoemd door het College;

zes leden, onder wie minstens twee die hun activiteiten op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitoefenen, worden benoemd door de Gemeenschapsregering.

Voor de benoemingen houdt elke uitvoerende macht zich aan de voorschriften bedoeld in de §§ 1 en 2.

Art. 7. De voorzitter wordt in onderlinge overeenstemming door de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College onder de leden van het Comité en op diens voordracht aangewezen.

Het Comité kiest twee ondervoorzitters uit zijn midden.

Art. 8. Voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Dit laatste vervangt het gewoon lid bij diens afwezigheid en beëindigt zijn mandaat in geval van overlijden of ontslag. De plaatsvervangende leden worden overeenkomstig artikel 6 aangewezen.

Art. 9. De gewone en plaatsvervangende leden worden benoemd voor de duur van de zittingsperiode.

Hun mandaat kan worden verlengd. Het eindigt van rechtswege als ze de hoedanigheid verliezen waarin ze benoemd werden.

Art. 10. De leden van een wetgevende vergadering en hun medewerkers, de leden van een executieve, de leden van hun kabinet, de personeelsleden en ambtenaren van de betrokken besturen mogen niet deel uitmaken van het Comité.

Art. 11. Elke betrokken minister wijst een vertegenwoordiger aan die met raadgevende stem deelneemt aan de werken van het Comité.

Art. 12. Het Comité mag een beroep doen op deskundigen op grond van hun bevoegdheden en ervaring in de betrokken sectoren.

Art. 13. Het Comité mag in zijn midden beperkte commissies oprichten om de punten te bepalen die het zal onderzoeken. De commissies worden samengesteld met inachtneming van de voorschriften bedoeld in artikel 6, § 3.

De commissies maken een verslag op en werken adviesontwerpen uit die aan het Comité worden voorgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van het Comité*

Art. 14. Het Comité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Waalse Regering, de Gemeenschapsregering en het College.

De modaliteiten voor de werking van het Comité liggen vast in het reglement.

Art. 15. Het Comité vergadert telkens als het nodig is en ten minste één keer per kwartaal.

Het vergadert beurtelings in Brussel en in Namen.

Art. 16. Het Comité wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, bij diens verhindering, door een ondervoorzitter. De voorzitter moet het Comité bijeenroepen op verzoek van minstens één derde van de leden. De bijeenroeping vindt plaats binnen 10 werkdagen. De agenda wordt bij de bijeenroeping gevoegd.

Art. 17. De adviezen van het Comité worden aangenomen bij volstrekte meerderheid van stemmen.

Het Comité mag zich pas uitspreken als de meerderheid van de leden aanwezig is.

De opmerkingen van de minderheid mogen bij de uitgebrachte adviezen gevoegd worden.

De door de wetgevende en uitvoerende macht gevraagde adviezen worden gegeven binnen dertig dagen na de aanvraag.

Als de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd is, kan de betrokken wetgevende of executieve macht een kortere termijn voorschrijven. Die termijn mag niet korter zijn dan vijftien dagen.

De termijnen bedoeld in het vierde en vijfde lid zijn uiterste termijnen.

Art. 18. Een wetgevende macht dient haar adviesaanvragen in volgens de modaliteiten die haar vergadering in acht neemt voor een aanhangigmaking bij de Raad van State.

De voorzitter van het Comité stelt de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College in kennis daarvan.

Art. 19. Er wordt binnen het Comité een secretariaat opgericht dat de technische en administratieve taken zal vervullen.

Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de Gemeenschapsregering.

De Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College bepalen de modaliteiten voor de werking van het secretariaat en voor de samenwerking met de diensten van de Gemeenschap, het Gewest en de Commissie.

Art. 20. De personeelsleden belast met de opvolging van de dossiers die op de agenda staan, wonen de vergaderingen van het Comité bij.

Art. 21. De Ministers die betrokken zijn bij een punt van een dossier waarvoor het advies van het Comité wordt vereist, verstrekken hem op verzoek van het secretariaat de gegevens die het nodig heeft om zijn opdracht te vervullen.

Art. 22. De leden van het Comité ontvangen per zitting 1 000 BEF presentiegeld voor rekening van de overheid die hen benoemd heeft.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit samenwerkingsakkoord wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 24. Dit samenwerkingsakkoord wordt aangegaan voor onbepaalde tijd maar kan worden opgezegd, hetzij in onderlinge overeenstemming, hetzij door elke partij, voor zover een opzegtermijn van zes maanden in acht wordt genomen.

Het heeft uitwerking de dag waarop het laatste goedkeuringsdecreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. De Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College zijn belast met de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord.

Voor de regering van de Franse gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Voor de Waalse regering :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Voor het College van de Franse gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College, belast met het voormalige Provinciaal Onderwijs, Beroepsopleiding,
Leerlingenvervoer, Internationale Betrekkingen en het Samenleven van de Plaatselijke Gemeenschappen,
E. TOMAS

Het Collegelid belast met Cultuur, Jeugd, Sport en Gezondheid,
D. GOSUIN

Het Collegelid belast met de Vorming van Zelfstandigen en het Gehandicaptenbeleid,
E. ANDRE,

Het Collegelid belast met Sociale Actie, Gezin en Begroting,
A. HUTCHINSON

F. 2002 — 1953

[C — 2002/27506]

2 MAI 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 6, 10 et 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 24 janvier 2002;

Vu l'avis A 653 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 4 février 2002;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon pour les personnes handicapées, donné le 28 janvier 2002;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

Considérant le contrat de gestion signé le 9 mars 2001 entre le Gouvernement wallon et le Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

Considérant que le plan stratégique d'exécution de ce contrat prévoit une phase A comportant des objectifs spécifiques directement liés à la maîtrise budgétaire;